



Tiphaine ROMBAUTS-CHABROL

Maître de conférences des universités  
Section 02 Droit public - Université de Perpignan Via Domitia

*Membre du Centre de droit économique et du développement Yves Serra (CDED YS, UR 4216)  
Chercheur associé au Centre de recherches et d'études administratives de Montpellier (CREAM, UR 2038)*

### FONCTIONS UNIVERSITAIRES

Depuis 2015 Maître de conférences à l'Université de Perpignan Via Domitia  
2015 Qualification aux fonctions de maître de conférences (CNU, Section 02)  
2012-2014 ATER en droit public à l'Université Montpellier 1  
2009-2012 Doctorant contractuel chargé d'enseignement à l'Université Montpellier 1

### CURSUS UNIVERSITAIRE

**DOCTORAT en droit public** (2014, Université de Montpellier), mention Très honorable avec les félicitations du jury et proposition aux prix de thèse. CREAM, EA 2038 - ED 461. Thèse : *L'intérêt public local*, soutenue le jeudi 16 octobre 2014 devant M. le Pr. Jean-François Brisson (université de Bordeaux, rapporteur), Mme le Pr. Laëtitia Janicot (université de Cergy-Pontoise, rapporteur), Mme Christine Maugüé (Conseiller d'Etat), Mme le Pr. Marion Ubaid-Bergeron (université de Montpellier, présidente), M. le Pr. Guylain Clamour (université de Montpellier, directeur de thèse).

**MASTER en droit public général** (2009, Université Montpellier 1), mention Très Bien, major de promotion. Parcours « Droit administratif et science administrative ». Mémoire M2 : *Les subventions des collectivités territoriales aux associations* (dir. : Mme le Pr. Emmanuelle Marc). Mémoire M1 : *L'office du juge du référé précontractuel* (dir. : Mme le Pr. Emmanuelle Marc).

**D.U. Théorie et philosophie du droit** (2007, Université Montpellier 1), mention Assez Bien. Dir. : M. le Pr. Alexandre Viala - CERCOP, EA 2037.

**LICENCE en droit** (2007, université Montpellier 1), mention Bien. Licence 1 et Licence 2 à l'Université de Nice Sophia-Antipolis. Licence 3 à l'Université Montpellier I, Parcours « Droit public ».

### PRIX & DISTINCTIONS

2015 Prix spécial du jury du Prix de thèse du Sénat | *Doté d'une publication aux éditions Dalloz*  
2015 Prix de thèse de l'École doctorale Droit et science politique | ED 461 *Université de Montpellier*  
2009 Prix du Conseil régional Languedoc-Roussillon | *Grand prix de la Faculté de droit de Montpellier*

## ACTIVITÉS ACADÉMIQUES

### ▪ Responsabilités universitaires

- Responsable pédagogique au sein de la Licence professionnelle B.U.T. Carrières Juridiques | *Université de Perpignan* (depuis 2023).
- Élu au conseil de laboratoire du CDED YS - UR 4216 | *Université de Perpignan* (depuis 2022)
- Administrateur provisoire du département Carrières juridiques (2021-2022) | *Université de Perpignan, Institut universitaire de technologie*.
- Chef du département Carrières juridiques (2018-2020) | *Université de Perpignan, Institut universitaire de technologie*.
- Directeur des études du D.U.T. Carrières juridiques (2016-2018) | *Université de Perpignan, Institut universitaire de technologie*.

### ▪ Participation aux jurys

- Membre rapporteur de comités de sélection pour le recrutement de Maîtres de conférences en droit public : université Grenoble-Alpes (2016, 2018), université de La Réunion (2016).
- Membre de comités de sélection pour le recrutement d'ATER à l'université de Perpignan en qualité de rapporteur (2016, 2017, 2021, 2023) ou de président (2020).
- Président de jurys du Baccalauréat général et technologique de l'académie de Montpellier.

### ▪ Autres activités

- Chargé de mission auprès du Directeur de l'IUT de Perpignan : réalisation d'un audit interne relatif à l'organisation et au fonctionnement des départements pédagogiques (2020-2022).
- Membre de l'Assemblée des chefs de départements Carrières juridiques (2016 à 2022).
- Membre d'équipes de leçons de 24 heures du concours national d'agrégation en droit public.
- Adhérent de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA).

## ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

### ▪ Enseignements actuels

**IUT de Perpignan** | LICENCE PROFESSIONNELLE *B.U.T. Carrières Juridiques*

- Droit constitutionnel 1 - *Théorie générale* (CM - depuis 2015)
- Droit constitutionnel 2 - *Histoire constitutionnelle et V<sup>e</sup> République* (CM - depuis 2015)
- Institutions publiques 1 - *Les institutions internationales et européennes* (CM - depuis 2021)
- Institutions publiques 2 - *Les institutions administratives* (CM - depuis 2021)
- Droit administratif général (CM - depuis 2015)
- Droit public des associations (CM - depuis 2023)

**IPAG de Montpellier** | MASTER 2 *Administration publique, Carrières supérieures de l'État*

- Sociologie administrative (CM - depuis 2021)

**IPAG de Montpellier - ENCCRF** | LICENCE *Administration publique - Prépa Talents*

- Exposé-discussion (TD - depuis 2022)

### ▪ Enseignements antérieurs

**IUT Carrières juridiques de Narbonne** | DUT *Carrières Juridiques*

Droit pénal général (CM - de 2016 à 2020) ; Introduction générale au droit (CM - en 2017-2018) ; Droit public approfondi (Option Administration publique, de 2015 à 2022).

**UFR des Sciences Juridiques et Économiques de Perpignan** | MASTER 2 *Administration publique*

Action publique et démocratie locale (CM - de 2015 à 2018 selon ouverture, cours partagé avec M. Leroy).

**Faculté de Droit et Science politique de Montpellier** | COLLEGE DE DROIT *Séminaires de printemps*

Renouveau du recours pour excès de pouvoir (2019) ; Questions actuelles de police administrative (2020), Excès de pouvoir et intérêt à agir (2021).

▪ **Direction de mémoires de recherche**

- Mme Marie-Julie Doléac, *Esprit de corps dans la fonction publique : esprit de corps, esprit de classe* - Master 2 Administration publique, parcours Carrières supérieures de l'État, université de Montpellier (IPAG), 2021-2022.
- M. Aurélien Gieules, *Performance et fonction publique* - Master 2 Administration publique, parcours Carrières supérieures de l'État, université de Montpellier (IPAG), 2021-2022.
- Mme Eloïse Charvat-Niel, *La participation du public étudiant aux décisions de l'administration universitaire* - Master 2 Administration publique, parcours Carrières supérieures de l'État, université de Montpellier (IPAG), 2022-2023.
- Mme Mayssoun Korhili, *Les Maisons France services* - Master 2 Administration publique, parcours Carrières supérieures de l'État, université de Montpellier (IPAG), 2022-2023.
- Mme Chérzade Metlas, *La politique immobilière de l'État : approche de sociologie administrative* - Master 2 Administration publique, parcours Carrières supérieures de l'État, université de Montpellier (IPAG), 2022-2023.

▪ **Direction de rapports de stages**

En Licence professionnelle B.U.T. Carrières juridiques (ex-DUT Carrières juridiques) : encadrement des stages, direction des rapports de stage de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année, participation aux jurys de soutenances. Entre 10 et 15 étudiants encadrés chaque année (depuis 2015).

▪ **Alternance**

Suivi et tutorat pédagogique d'étudiant(e)s en alternance en administrations, entreprises ou associations dans le cadre de la Licence professionnelle B.U.T. Carrières juridiques (3<sup>e</sup> année) de l'Université de Perpignan.

- 2023-2024 : 5 alternant(e)s suivi(e)s : 2 en DDFiP, 1 en Préfecture, 2 en entreprise.

---

**ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES**

---

▪ **Communications aux colloques, séminaires et journées d'étude**

- *Le droit à la non-discrimination et les collectivités territoriales* | Paris - 2016. C. Le Bris-Hervé (dir.), Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 29 et 30 juin 2016, ISJP (UMR 8103, Paris 1), CNRS, ANR, Projet « Glocal » - actes publiés en 2021.
- *2<sup>e</sup> matinée de l'urbanisme et de l'immobilier* | Narbonne - 2016. S. Chatry (dir.), Université de Perpignan, 13 octobre 2016, CDED (EA 4216, Perpignan) - objet d'une étude publiée en 2017.
- *Le droit au juge à l'épreuve du contentieux administratif de l'urbanisme* | Narbonne - 2019. M. Morales, R. Radiguet (dir.), Université de Perpignan, 14 mars 2019, CDED (EA 4216, Perpignan), CREAM (EA 2038, Montpellier) et IMH (EA 4657, Toulouse 1) - actes publiés en 2019.
- *La fin des communes ?* | Perpignan - 2019. M. Doat, J.-F. Calmette (dir.), Université de Perpignan, 7 juin 2019, CDED (EA 4216, Perpignan) - actes publiés en 2020.
- *La protection de l'environnement dans la loi d'orientation des mobilités : regards croisés droit public - droit privé* | Narbonne - 2019. R. Radiguet (dir.), Université de Perpignan, 25 septembre 2019, CDED (EA 4216, Perpignan) - actes publiés en 2020.

- *Sécurité des activités et protection des patrimoines* | Perpignan - 2019. A.-M. Mamontoff (dir.), université de Perpignan, 9 décembre 2019, Programme de recherche-action CRESEM (EA 7397, Perpignan) et CERDACFF (EA 7267, Nice) avec le soutien du LERSEM/IRSA (EA 4584, Montpellier 3) - actes publiés en 2021.
- *Le contentieux climatique : un nouveau procès administratif* | Montpellier - 2022. F.-X. Fort (dir.), Université de Montpellier, CREAM (EA 2038, Montpellier), 25 mars 2022, actes publiés à la *RJE* 2022.
- *Le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé* | Montpellier - 2023. F. Savonitto (dir.), CERCCLÉ (Université de Bordeaux), AFDC, Université Paul Valéry Montpellier 3, 10 mars 2023, actes publiés au *JCP A*.
- *De la sobriété énergétique dans le droit* | Orléans - 2023. C. Guillerminet, S. Lacroix-De Sousa (dir.), CRJ Pothier, Université d'Orléans, 2 juin 2023.
- *La décision administrative au prisme des intérêts* | Perpignan - 2023. R. Radiguet, L. Ragimbeau (dir.), CDED YS (EA 4216), Université de Perpignan, 17 novembre 2023.

▪ **Participations aux ouvrages collectifs et projets de recherche collective**

- *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation* | 2017 - V. Aubelle, C. Courtecuisse, N. Kada, R. Pasquier (dir.) - éd. Berger-Levrault.
- *Droit et gestion des collectivités territoriales (DGCT)* | 2018 - GRALE (GIS-CNRS), N. Kada, H. Wollmann, V. Donier (dir.) - éd. Le Moniteur.
- *Dictionnaire juridique des outre-mer* | 2020 - G. Giraudeau, M. Maisonneuve (dir.) - éd. LexisNexis.
- *Du droit des déchets au droit du gaspillage. Regards sur la loi du 10 février 2020* | 2020 - R. Radiguet, M. Boul (dir.) - coll. Colloques et essais, vol. 139, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, LGDJ Lextenso.
- *Dictionnaire juridique du changement climatique* | 2021 - A. Jézéquel, J. Jouzel, B. Lormeteau, A. Michelot, M. Torre-Schaub (dir.), coll. ISJPS, vol. 69, éd. Mare & Martin, Paris, 2022.
- *Le contentieux climatique* | 2021 - CREAM, MUSE (Montpellier Université d'Excellence), F.-X. Fort (dir.) - premier dossier paru au *JCP A* en 2021 - second dossier paru à la *RJE* en 2022.
- *Le droit des mobilités* | 2023 - L. de Fontenelle, S. Martin (dir.), Chaire E2S UPPA MOVE, Université de Pau et des Pays de l'Adour, CNRS, éd. LexisNexis à paraître en 2023.

▪ **Conférences et communications individuelles non publiées**

- « Actualité de l'exception *in house* : résurrection ou instrumentalisation ? », à propos de l'arrêt CJCE, 13 nov. 2008, *Coditel Brabant SA*, aff. C-324/07, séminaire d'actualité du CREAM, Montpellier, janvier 2009.
- « La conduite par l'Etat de la décentralisation : le diable est dans les détails », à propos du rapport public thématique de la Cour des comptes *La conduite par l'Etat de la décentralisation* de 2009, séminaire d'actualité du CREAM, Montpellier, décembre 2009.
- « Un an de droit public économique », chronique panoramique et focus sur les sociétés publiques locales et l'urbanisme commercial, séminaire d'actualité du CREAM, Montpellier, décembre 2010, puis dans le cadre des conférences du Magistère de droit public des affaires, Montpellier, janvier 2011.
- « Occupations privatives des propriétés publiques et concurrence », actualité du droit public de la concurrence et des contrats administratifs, séminaire d'actualité du CREAM, Montpellier, mars 2012.
- « Une suite armoricaine. Intérêt public local, liberté du commerce et de l'industrie et commande publique », conférence-débat autour de l'arrêt CE, ass., 30 déc. 2014, *Société Armor SNC*, conférence du Magistère de Droit public des affaires, Montpellier, 25 février 2015.

## PUBLICATIONS

### ▪ Ouvrages

- *L'intérêt public local*, Thèse de doctorat - Préface de M. Gérard Larcher (Président du Sénat), Avant-propos de M. Guylain Clamour (Professeur à l'université de Montpellier, Directeur du CREAM), collection « Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle », Paris, 558 p., éd. Dalloz, mars 2016.
- *Droit administratif - L'activité administrative*, coll. Carnet d'entraînement - Droit (dir. M. Jaoul), Gualino, Lextenso éd., Paris, 92 p. sept. 2016.
- *Droit administratif - Le contrôle de l'administration*, coll. Carnet d'entraînement - Droit (dir. M. Jaoul), Gualino, Lextenso éd., Paris, 88 p. sept. 2016.

### ▪ Notices de dictionnaires et encyclopédies

- « Association », in V. Aubelle, C. Courtecuisse, N. Kada, R. Pasquier (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation*, éd. Berger-Levrault, février 2017, p. 86.
- « Identité législative » in G. Giraudeau, M. Maisonneuve (dir.), *Dictionnaire juridique des outre-mer*, éd. LexisNexis, 2021, p. 263 et p. 504.
- « Spécialité législative » in G. Giraudeau, M. Maisonneuve (dir.), *Dictionnaire juridique des outre-mer*, éd. LexisNexis, 2021, p. 263 et p. 504.
- « Loi d'orientation des mobilités », in M. Torre-Schaub, B. Lormeteau, A. Jezequel, A. Michelot (dir.), *Dictionnaire juridique du changement climatique*, coll. ISJPS, vol. 69, éd. Mare & Martin, 2022.

### ▪ Études et contributions

- « Renault, EDF et autres : l'entreprise à participation publique au cœur de l'actualité », coécrit avec Mme le Pr. Pascale Idoux, *Droit administratif*, avril 2010, étude 8, p. 12.
- « La relance des contreparties », *Droit administratif*, juillet 2010, étude 13, p. 6.
- « De la magistrature au magistère. Sémantique du pouvoir d'influence des autorités administratives indépendantes », in *Indépendance(s) - Mélanges offerts au Pr. Jean-Louis Autin*, éd. Presses de l'UM1, janvier 2011, tome 1, p. 407.
- « 'Loi Sapin 2' : évolution des droits de la domanialité et de la commande publiques », Dossier : Loi Sapin 2 : une transparence renforcée ?, *AJCT* 2017, p. 138.
- « L'intérêt à agir en contentieux administratif de l'urbanisme. Entre innovations et particularismes », coécrit avec Mme Nathalie Granier-Calvet, *JCP A* 2017, n° 43-44, étude 2266.
- « Occupation du domaine public et mise en concurrence : focus sur la procédure simplifiée », Dossier : Ordonnance propriété des personnes publiques : quelles simplifications ?, *AJCT* 2017, p. 486.
- « Les régions et le droit des aides économiques », in N. Kada, H. Wollmann, V. Donier (dir.), *Droit et gestion des collectivités territoriales (DGCT) 2018*, éd. Le Moniteur, GIS-GRALE-CNRS, nov. 2018, p. 161.
- « Restrictions des droits d'accès au juge par la réforme de l'intérêt à agir : vers un contentieux subjectif ? », actes du colloque : *Le droit au juge à l'épreuve du contentieux administratif de l'urbanisme*, M. Morales, R. Radiguet (dir.), Université de Perpignan, mars 2019, CDED (EA 4216, Perpignan), CREAM (EA 2038, Montpellier), IMH (EA 4657, Toulouse 1), *JCP A* 2019, n° 25, étude 2184.
- « Quelles compétences reste-t-il au bloc communal ? », actes du colloque : *La fin des communes ?*, M. Doat, J.-F. Calmette (dir.), Université de Perpignan, juin 2019, CDED (EA 4216), *Pouvoirs locaux* 2019, n° 115, p. 43.
- « Loi d'orientation des mobilités : de quoi 'gouvernance' est-il le nom ? », Dossier : La loi d'orientation des mobilités, *Revue juridique de l'environnement* 2020, vol. 45, n° 1, mars 2020, p. 11.

- « Loi d'orientation des mobilités : encadrement des engins de déplacement personnel, suite (et fin ?) », Dossier : Loi d'orientation des mobilités, *AJCT* 2020, p. 191.
- « La neutralité politique des subventions locales », *JCP A* 2020, n° 48, étude 2311.
- « La non-discrimination et l'intérêt public local en France », in C. Le Bris-Hervé (dir.), *Les droits de l'Homme à l'épreuve du local*, tome 3, coll. de l'ISJPS, vol. 59, éd. Mare & Martin, 2021, p. 45.
- « Les limites de la police municipale : le maire et les pesticides », actes du colloque : *Sécurité des activités et protection des patrimoines*, A.-M. Mamontoff (dir.), Université de Perpignan, décembre 2019, CRESEM (EA 7397, Perpignan), CERDACFF (EA 7267, Nice), LERSEM/IRSA (EA 4584, Paul Valéry Montpellier 3), *Sociétés. Revue des sciences humaines et sociales*, 2021/2, n° 152, p. 99.
- « Les déchets du domaine. Variations autour de l'occasion », in R. Radiguet, M. Boul (dir.), *Du droit des déchets au droit du gaspillage. Regards sur la loi du 10 février 2020*, coll. Colloques et essais, vol. 139, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, LGDJ Lextenso, 2021, p. 205.
- « Littoral et domaine : les concessions de plages », Dossier : Littoral et collectivités, *AJCT* 2021, p. 178.
- « Justice climatique et excès de pouvoir : quel accès au juge pour l'Humanité ? », Dossier : Le contentieux climatique, *JCP A* 2021, étude 2207.
- « Bibliothèques locales et lecture publique : apports de la loi n° 2021-1717 du 21 décembre 2021 », *AJCT* 2022, p. 211.
- « L'émergence d'un contentieux holistique ? », actes du colloque : *Le contentieux climatique : un nouveau procès administratif*, F.-X. Fort (dir.), Université de Montpellier, CREAM (EA 2038), mars 2022, *RJE* 2022, p. 735.
- « Les bibliothèques territoriales saisies par la loi », in Collectif, *Bibliothèques, objets politiques ?*, coll. L'Année des bibliothèques, Bull. des bibliothèques de France, ENSSIB, Paris, 2023, p. 16.
- « L'enjeu de l'accessibilité territoriale », in L. de Fontenelle, S. Martin (dir.), *Le droit des mobilités*, Chaire E2S UPPA MOVE, CNRS, éd. LexisNexis, à paraître.
- « Une liberté fondamentale : une révolution ? », actes du colloque : *Le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé*, F. Savonitto (dir.), Université Paul Valéry Montpellier 3, CERCCLE (EA 7436, Bordeaux), AFDC, mars 2023, *JCP A*. 2023, étude 2231.
- « La sobriété imposée par le délestage », actes du colloque : *De la sobriété énergétique dans le droit*, C. Guillerminet, S. Lacroix-De Sousa (dir.), Université d'Orléans, CRJ Pothier (EA 1212, Orléans), juin 2023, *Énergie - Environnement - Infrastructures* 2023, n° 8-9, étude 6.
- **Chroniques, actualités, commentaires et notes de jurisprudence**
- « Chronique de droit public des affaires - février à mai 2011 » coécrit avec Mme le Pr. Emmanuelle Marc et Mme Marie De Coninck, *Revue Lamy Collectivités Territoriales (RLCT)*, juin 2011, chron. p. 29.
- « Référé précontractuel et compétence de la personne publique candidate », note sous CE, 18 sept. 2015, *CNAM des Pays de la Loire*, req. n° 390041, *AJDA* 2016, p. 153.
- « Cession de contrat et bail emphytéotique administratif », note sous CE, 7 déc. 2015, *Société nationale immobilière*, req. n° 375643, *AJDA* 2016, p. 1341.
- « Le renouveau au long cours du référé précontractuel », note sous CE, 4 mai 2016, *Association départementale d'information sur le logement et l'énergie (ADILE) de Vendée*, req. n° 396590, *AJDA* 2016, p. 1928.
- « Controverse autour de la neutralité politique d'une subvention associative », note sous CAA de Nantes, 5 octobre 2018, *Commune de Nantes et Association NOSIG*, req. n° 18NT01408, *JCP A* 2018, comm. 2310.
- « De l'incompétence à la compétence virtuelle en référé précontractuel », note sous CE, 9 juin 2020, *Métropole Nice-Côte d'Azur*, req. n° 436922, *AJDA* 2020, p. 2027.
- « De la subvention locale humanitaire », *Aperçu rapide*, *JCP A* 2022, 728.

- « Libéralisation des libéralités aux associations : le pouvoir d’opposition du préfet devant le juge », note sous CAA Lyon, 22 décembre 2022, *Association Fraternité française*, n° 21LY000303, *JCP A* 2023, comm. 2162.
- « Les subventions humanitaires des collectivités locales à la recherche d’une politique jurisprudentielle », note sous CAA Bordeaux, 7 févr. 2023, n° 20BX04222 - CAA Paris, 3 mars 2023, n° 22PA04811 - CAA Toulouse, 28 mars 2023, n° 21TL04824 - *AJCT* 2023 p. 289.

\*